



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe – BD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la S.A.S. ALURAL FRANCE
représentée par Maître MALFAISAN, liquidateur judiciaire, de
respecter les articles R 512-39-1 et R 512-39-2 du code de
l'environnement et l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire
du 24 décembre 2008 pour son établissement situé à SALOME**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livre V – titre 1 et notamment l'article L.514-1 ;

Vu les articles L.512-6-1 et R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 octobre 1997 délivré à la SA SOFILAC pour son site rue de la république à Salomé (59550) ;

Vu le récépissé en date du 11 mai 2005 actant la reprise d'exploitation de la SA SOFILAC par la SAS ALURAL, à compter du 13 décembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 24 décembre 2008 qui impose des prescriptions complémentaires à la SAS ALURAL FRANCE, et en particulier l'article 9.1 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la SAS ALURAL FRANCE sise à SALOME (59550), rue de la république, et en particulier l'article 9.1 relatif à la cessation d'activité ;

Vu les prescriptions de l'arrêté du 24 décembre 2008 susvisé qui impose notamment que :

- l'élimination des produits et déchets doit se faire dès l'arrêt de l'activité (article 9.1) ;
- la surveillance des effets du site sur son environnement doit être réalisée dès l'arrêt de l'activité (article 9.1) ;

Vu la procédure de liquidation judiciaire en date du 24 septembre 2012 qui a désigné Maître Emmanuel MALFAISAN, liquidateur de la SAS ALURAL FRANCE ;

Vu les prescriptions du code de l'environnement susvisées qui imposent notamment que :

- l'élimination des produits et déchets doit se faire dès l'arrêt de l'activité (article R.512-39-1.I) ;
- la surveillance des effets du site sur son environnement doit être réalisée dès l'arrêt de l'activité (article R.512-39-1.I) ;
- au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions ;

Vu le rapport en date du 20 février 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que lors d'une visite d'inspection sur site en date du 31 janvier 2013, il a été constaté que :

- la société est en liquidation judiciaire ;
- la société a cessé d'exploiter ces installations ;
- l'évacuation des produits dangereux n'est pas réalisée ;
- la surveillance des effets du site sur son environnement n'a pas été engagée ;
- la consultation pour la détermination de l'usage futur n'a pas été réalisée ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à la SAS ALURAL FRANCE, représentée par Maître MALFAISAN, liquidateur judiciaire, par la voie d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pris conformément à l'article L. 541-1 du code de l'environnement, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2008, notamment l'article 9.1 et les dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-39-2 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1

La SAS ALURAL FRANCE, représentée par son liquidateur Maître Emmanuel MALFAISAN, dont le siège social est situé rue de la république à SALOME, est mise en demeure de respecter pour le site qu'elle exploitait à la même adresse dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2008 ;
- les prescriptions des articles R512-39-1 et R512-39-2 du code de l'environnement qui stipulent :

Article 9.1. de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2008

« En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, " la gestion des déchets " présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. »

Article R.512-39-1 du Code de l'Environnement

« I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R.512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, " la gestion des déchets " présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. »

Article R.512-39-2 du Code de l'Environnement

« I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site. [...] »

Article 2 - Faute par la SAS ALURAL FRANCE , représentée par Maître Emmanuel MALFAISAN, de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SALOME,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SALOME et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le - 4 MAR 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY

